

IMPORTANT : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side

Quelle que soit l'option choisie, notifier comme ceci la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - *Whichever option is used, shade box(es) like this date and sign at the bottom of the form*

A. Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire. / *I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.*

B. J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / *I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.*

GALIMMO
 Société en commandite par actions
 au capital de 20 944 174,40 €
 Siège social : 37, rue de la Victoire
 75009 PARIS
 784 364 150 RCS PARIS

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
 Convoquée le 15 Mai 2018 à 16 heures
 37 Rue de la Victoire – 75009 PARIS

COMBINED GENERAL MEETING
 To be held on May, 15th 2018 at 4 p.m.
 37 Rue de La Victoire – 75009 PARIS

CADRE RESERVE À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant - Account		
Nombre d'actions Number of shares	<input type="text"/>	
Porteur Bearer	Nominatif Registered	Vote simple Single vote
	Porteur Bearer	Vote double Double vote
Nombre de voix - Number of voting rights	<input type="text"/>	

JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST
 Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directeur ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en notifiant comme ceci la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens.
I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box – like this for which I vote NO or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou le Directeur ou la Gérance, je vote en notifiant comme ceci la case correspondant à mon choix.
On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice – like this

1	2	3	4	5	6	7	8	9		Oui / Yes	Non/No Abst/Ab		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A	F
10	11	12	13	14	15	16	17	18		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	B	G
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	C	H
19	20	21	22	23	24	25	26	27		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	D	J
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	E	K
28	29	30	31	32	33	34	35	36		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
37	38	39	40	41	42	43	44	45		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée/ In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting
 -Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale de voter en mon nom. / I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf.
 -Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / I abstain from voting (is equivalent to vote NO).....
 -Je donne procuration (cf. au verso renvoi (4)) à M. Mlle, Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom. / I appoint (see reverse (4)) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf.

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
In order to be considered, this completed form must be returned at the latest:

sur 1^{ère} convocation / on 1st notification
 à la banque / to the bank
 à la société / to the company
 11 Mai 2018 May 11th, 2018
 sur 2^{ème} convocation / on 2nd notification

JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
 Cf. au verso (3)
I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING
 See reverse (3)

JE DONNE POUVOIR À : Cf. au verso (4)
I HEREBY APPOINT: See reverse (4)
 M. Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name
 Adresse / Address

ATTENTION : s'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.
CAUTION : if it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cf au verso (1)
 Surname, first name, address of the shareholder (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form). See reverse (1)

Date & Signature



CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

<p>(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE Article L. 225.106 du Code de Commerce (enrichi)</p> <p>Pour toute procuration d'un actionnaire mandatée, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets d'assemblées générales ou agréés par le conseil d'administration ou le directeur général, en cas d'un vote délibératoire, à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandataire.</p> <p>(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE Article L. 225.106 du Code de Commerce (enrichi)</p> <p>1. Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.</p> <p>Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix.</p> <p>1° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé.</p> <p>2° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation soumis aux dispositions de l'article L. 433.3 du code monétaire et financier dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'Autorité dans des conditions liées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.</p> <p>Il le mandataire ainsi que le cas échéant, sa résidence sont les et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>1. Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225.102 afin de lui permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>Cette consultation est obligatoire lorsque les statuts contiennent des modalités en application de l'article L. 225.23 ou de l'article L. 225.71. L'assemblée générale admettra, du nombre de surveillance ou du conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L. 225.23 ou de l'article L. 225.71. Les clauses contractuelles ou dispositions des précédents sont nulles non écrites.</p> <p>Article L. 225.106 du Code de Commerce</p> <p>Tant que, dans les cas prévus aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 225.106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre</p>	<p>que le sien.</p> <p>Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit :</p> <p>1° Cumule, au sens de l'article L. 223.3, la société dont l'assemblée est appelée à se tenir ;</p> <p>2° Est membre de l'organe d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 223.3 ;</p> <p>3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 223.3 ;</p> <p>4° Est employé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité cumulée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'article L. 223.3 ;</p> <p>Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4° lorsqu'un cours de mandat, suivant l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandataire. A défaut, par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est nul.</p> <p>La validité du mandat est nullement affectée par le mandataire à la société.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>Article L. 225.106 du Code de Commerce</p> <p>Une personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'assemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 225.106, vend publique sa politique de vote.</p> <p>Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote, sur les projets de résolutions présentés à l'assemblée. Elle émette des avis, pour toute procuration reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi vendues publiques.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>Article L. 225.106 du Code de Commerce</p> <p>Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandataire et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, privir le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non respect de l'obligation d'information prévue au troisième alinéa de l'article L. 225.106.1 ou des dispositions de l'article L. 225.106.2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision au prix du mandataire.</p> <p>Le tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non respect des dispositions de l'article L. 225.106.2.</p>
---	--

<p>(1) GÉNÉRALITÉS</p> <p>Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'article R. 225.76 du Code de Commerce. Quelle que soit l'option choisie, le signataire est pris à l'écrit et se engageant dans la zone réservée à cet effet, ses nom et coordonnées, person usuel et adresse, les modifications de ces informations doivent être adressées à l'adresse indiquée ci-dessous et se peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire.</p> <p>Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner ses nom, prénom et qualité.</p> <p>Si le signataire n'est pas l'actionnaire légal, Administrateur légal, titulaire, etc., il doit mentionner les nom, prénom et la qualité et la qualité et la qualité il signe le formulaire de vote.</p> <p>Le formulaire adresse pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même objet de l'article R. 225.77, articles 3 du Code de Commerce.</p> <p>Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (article R. 225.81 du Code de Commerce). Ne pas utiliser la D15 « Je vote par correspondance » et « Je donne pouvoir » (Article R. 225.81 du Code de Commerce), la version française de ce document fait foi.</p> <p>(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE Article L. 225.107 du Code de Commerce (enrichi)</p> <p>Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont lues par décret en Conseil d'Etat, les dispositions contractuelles des statuts sont nulles non écrites.</p> <p>Pour le capital du quorum, il est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délai fixés par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.</p> <p>Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement remplir la case "Je vote par correspondance" au recto.</p> <p>Dans ce cas, il vous est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets de résolutions proposés ou agréés par l'Organe de Direction. • Pour les projets de résolutions en ne notifiant aucune case. • Pour les projets de résolutions en ne notifiant aucune case. • Pour les projets de résolutions en notifiant les cases correspondantes. • Pour les projets de résolutions non agréées par l'Organe de Direction, de voter résolution par résolution en notifiant la case correspondant à votre choix. <p>En outre, pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposés lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre 3 solutions (pouvoir au Président de l'assemblée générale, abstention ou pouvoir à personne dénommée), en notifiant la case correspondant à votre choix.</p> <p>Si les informations contenues sur ce formulaire sont utilisées pour un fichier nominatif informatisé, elles sont soumises aux prescriptions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en ce qui concerne notamment le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé auprès de son teneur de compte.</p>	<p>the interest other than his or hers. This information relates in particular to the event that the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts.</p> <p>1° Controls, within the meaning of article L. 223.3, the company, whose general meeting has to meet;</p> <p>2° Is member of the management board, administration or supervisory board of the company, or a person which controls it within the meaning of article L. 223.3 ;</p> <p>3° Is employed by the company or a person which controls it within the meaning of article L. 223.3 ;</p> <p>4° Is controlled or comes out one of the trustees mentioned with the 2° or the 3° in a person or an entity controlled by a person who controls the company, within the meaning of article L. 223.3 ;</p> <p>This information is also delivered when a family tie exists between the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts, and a natural person placed in one of the situations enumerated from 1° to 4° above.</p> <p>When during the proxy, one of the events mentioned in the preceding subparagraphs occurs, the proxy informs without delay his constituent, failing by the later to confirm explicitly the proxy, this one is null and void. The termination of the proxy is notified without delay, by the proxy to the company.</p> <p>The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree.</p> <p>Article L. 225.106.2 du Code de Commerce</p> <p>Any person who proceeds to an active request of proxy, while proposing directly or indirectly to one or more shareholders, under any form and by any means, to receive proxy to represent them at the general meeting of a company, mentioned in the third and fourth subparagraphs of the article L. 225.106, shall release its voting policy. It can also release its voting intentions on the draft resolutions submitted to the general meeting. If exercises then, by any proxy received without voting instructions, a vote in conformity with the released voting intentions.</p> <p>The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree.</p> <p>Article L. 225.106.3 du Code de Commerce</p> <p>The commercial court at which the company's head office falls under can, at the request of the constituent and for a duration which cannot exceed three years, deprive the proxy of their right to take part in this capacity to any general meeting of the relevant company, in the event of non-compliance with mandatory information envisaged from the third to seventh paragraphs of article L. 225.106.1 or with the provisions of article L. 225.106.2. The court can decide the publication of this decision at the expenses of the proxy.</p> <p>The court can impose the same sanctions towards the proxy on request of the company, in the event of non-compliance of the provisions of the article L. 225.106.2.</p>
---	--

<p>(1) GENERAL INFORMATION</p> <p>This is the sole form pursuant to Article R. 225.76 du Code de Commerce. Whichever option is used, the signatory should write his/her exact name and address in capital letters in the space provided (e.g. a legal guardian). Change regarding his information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form.</p> <p>If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Article R. 225.77, article 3 du Code de Commerce).</p> <p>The text of the resolutions is in the notification of the meeting, which is sent with this proxy (Article R. 225.81 du Code de Commerce). Please do not use both "I vote by post" and "I hereby appoint" (Article R. 225.81 du Code de Commerce). The French version of this document governs. The English translation is for convenience only.</p> <p>(2) POSTAL VOTING FORM Article L. 225.107 du Code de Commerce</p> <p>A shareholder can vote by post by using a postal voting form determined by Conseil d'Etat decree. Any other methods are deemed to be invalid.</p> <p>Only the forms received by the Company before the Meeting, within the time limit and conditions determined by Conseil d'Etat decree, are valid to calculate the quorum.</p> <p>The forms giving no voting direction or indicating abstention are deemed to vote "no".</p> <p>If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document. "I vote by post" in such event, please comply with the following instructions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • For the resolutions proposed or agreed by the Board, you can either vote "yes" for all the resolutions by leaving the boxes blank or vote "no" or "abstention" (which is equivalent to vote "no") by shading boxes of your choice. • For the resolutions not agreed by the Board, you can vote resolution by shading the appropriate boxes. • In case of amendments or new resolutions during the shareholder meeting, you are requested to choose between three possibilities (proxy to the chairman of the general meeting, abstention, or proxy to a mentioned person (individual or legal entity), by shading the appropriate box. 	<p>(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING Article L. 225.106 du Code de Commerce (enrichi)</p> <p>In the case of any power of representation given by a shareholder without naming a proxy, the chairman of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting a draft resolutions submitted or approved by the Board of Directors or the Management Board, as the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions, to save any other vote. The shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal.</p> <p>(4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY) Article L. 225.106 du Code de Commerce (enrichi)</p> <p>1. A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with.</p> <p>He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice.</p> <p>1° When the shares are admitted to trading on a regulated market.</p> <p>2° When the shares are admitted to trading on a multilateral trading facility, which is subject to the paragraph II of Article L. 433.3 of the code monétaire et financier, under the conditions provided by the general regulation of the Autorité des marchés financiers (if such Financial Markets Authority, included or not issued by its authority, subject to the conditions provided by its general regulation, and stated in the company memorandum and articles of association).</p> <p>II. The proxy, as well as its dismissal, as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil d'Etat decree specifies the implementation of the present paragraph.</p> <p>1. Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organize a consultation with the shareholders mentioned in Article L. 225.102 in enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article.</p> <p>Such a consultation shall be obligatory, where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to Article L. 225.23 or Article L. 225.71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors of the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder-employees or members of the supervisory board of the company, investment funds that holds company's shares. Such a consultation shall also be obligatory, where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to Article L. 225.23 or Article L. 225.71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding subparagraphs shall be deemed non-existent.</p> <p>Article L. 225.106.1 du Code de Commerce</p> <p>When, in the events envisaged by the third and fourth paragraphs of the article L. 225.106.1, the shareholder is represented by a person other than his or her spouse or his or her partner who he or she has entered into a civil union with, he or she is informed by the proxy of any event enabling him or her to measure the risk that the latter pursue an</p>
---	--

If any information included in this form is used for a computer file, it is protected by informed parties nearby their collection.